

Entreprises et société à l'Est

In: Genèses, 39, 2000. pp. 2-4.

Citer ce document / Cite this document :

Kott Sandrine. Entreprises et société à l'Est. In: Genèses, 39, 2000. pp. 2-4.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_2000_num_39_1_1618

*Entreprises
et société à l'Est*

Dans le sillage de la chute du mur, les enquêtes sociologiques ou ethnographiques se sont multipliées pour tenter de comprendre, voire de mieux maîtriser, la nature des transformations qui accompagnent la « transition » vers le capitalisme des anciens pays du socialisme réel. Aucune de ces études ne peut faire l'économie d'un détour par l'histoire qui permet, en reconstruisant la genèse des phénomènes, de mieux comprendre la complexité des situations actuelles. Dans le même temps, dans tous ces pays, mais en particulier dans l'ex-URSS et la RDA, le libre accès à des documents, jusqu'alors non consultables, a ouvert d'immenses chantiers aux historiens. Dans les deux cas, qu'il s'agisse de répondre à une demande sociale ou de faire justice à leurs sources, les chercheurs ont dû établir de nouveaux questionnaires, et on assiste, depuis une décennie, à une évolution des angles d'approche. Certes, encore aujourd'hui, une grande partie des travaux, surtout les plus connus, s'intéressent d'abord, voire exclusivement, aux modalités de l'encadrement politique, idéologique et économique, aux formes de répression ou de terreur et, en contrepoint, aux résistances politiques ouvertes. À ceux-ci s'ajoutent toutefois des études, toujours plus nombreuses, qui tentent d'inventorier et de décrire les multiples configurations sociales et les pratiques socio-économiques des groupes et des individus qui ont vécu dans ces régimes et qui *volens nolens* en ont assuré la reproduction et la pérennité. Ces travaux mettent en évidence les modes complexes de domination du parti-État et tentent de débusquer les formes multiples et subtiles d'une prise de distance par rapport aux objectifs déclarés du régime qui, si elles ne se traduisent pas nécessairement par une opposition ouverte, édifient progressivement des espaces d'autonomie relative et de négociation. L'existence de ces « niches » permet de comprendre l'« ostalgie » actuelle de vastes secteurs de la population de ces pays mise en évidence par les études sur la « transformation » (François Bafail).

Les lieux de production s'avèrent à bien des égards des espaces privilégiés pour mener à bien ce programme de recherche. Ils ont laissé des sources, souvent abondantes et suffisamment variées pour échapper, même fugitivement, à la langue de bois officielle. Mais surtout, ils constituent un « observatoire » privilégié car ils sont au cœur de l'idéologie et de la réalité socialiste centrées autour des valeurs du travail. Bien plus que de simples lieux de production, il s'agit en effet d'institutions créatrices de règles, de conventions et de valeurs directement inspirées du fonctionnement global du socialisme, et d'organisations au sein desquelles se tissent des relations sociales et des arrangements multiples. À bien des égards, ces lieux de production étatisés sont des archétypes de ce que la sociologie des organisations a appelé l'« entreprise ».

Les quatre articles du dossier donnent des illustrations concrètes de cette importance de l'entreprise pour les sociétés socialistes et pour la compréhension de leur fonctionnement.

Que ce soit dans l'Union soviétique stalinienne des années 1930 (Jean-Paul Depretto et Nathalie Moine) ou dans les « démocraties populaires » (F. Bafoil et Sandrine Kott) l'entreprise se veut d'abord un lieu de construction du socialisme. Le volontariat, la mobilisation économique et politique y sont des *topoi* du discours dominant. Mais s'y déploient également les conflits de compétences caractéristiques des États socialistes entre la direction étatique de l'entreprise et le parti d'une part, entre le syndicat et les brigades de production (S. Kott) ou les diverses initiatives « volontaires » (N. Moine) d'autre part. Ce polycentrisme se double par ailleurs d'une « anarchie » économique liée aux déficiences de la planification, mal compensées par un recours à une main d'œuvre pléthorique (J.-P. Depretto) qu'il faut nourrir, loger et éduquer. Car tous les auteurs montrent combien l'entreprise socialiste est tout à la fois un lieu de création et de redistribution des richesses, et un centre de socialisation essentiel. Et c'est pourquoi c'est là également que s'affirment les hiérarchies propres à la nouvelle « société sans classe ». Celles-ci sont particulièrement nettes dans l'URSS stalinienne où les oppositions ethniques violentes peuvent être instrumentalisées par le régime (J.-P. Depretto), tandis que les formes de distinctions sociales y sont subtilement encouragées (N. Moine). Les contributions de F. Bafoil et de S. Kott soulignent comment, dans l'usine est-allemande ou polonaise, le modèle « ouvrieriste » reste fort avec une valorisation explicite et matérielle des ouvriers de métier. Dans tous les pays de l'Est le discours sur l'émancipation féminine fait bon ménage avec la reproduction des stéréotypes traditionnels et des pratiques de domination masculine (N. Moine) qui s'appuient d'ailleurs sur la valorisation des figures de l'expert technique ou de l'ouvrier métallo.

Par-delà les convergences idéologiques et économiques, par-delà même l'adoption, par la contrainte, du modèle soviétique « les démocraties populaires », il convient toutefois de rester attentif aux divergences. L'entreprise stalinienne des années 1930 est incontestablement bien plus violente et dangereuse que celle de RDA ou de Pologne dans les années de l'après-guerre. Les déportations massives de main-d'œuvre décrites par J.-P. Depretto, comme les purges évoquées par N. Moine constituent bien une spécificité du phénomène stalinien. L'entreprise des démocraties populaires, est certes en tant que matrice de la société socialiste, un lieu de surveillance mutuelle qui s'est d'ailleurs révélé particulièrement efficace en RDA (S. Kott), mais la répression directe y est rare. Dans les ateliers la négociation l'emporte souvent et les ouvriers ne manquent pas de ressources dans un contexte où la main d'œuvre est devenue précieuse (F. Bafoil, S. Kott).

Les quatre articles ne manquent pas de nous interroger sur les formes de convergence entre les fonctionnements sociaux des usines socialistes et ceux de l'industrialisation capitaliste : le grand chantier du Kuznetskstroï analysé par J.-P. Depretto va chercher ses techniciens et ses modèles aux États-Unis et s'organise comme une « ville-usine » de la première révolution industrielle ; N. Moine souligne les parallélismes recherchés entre le « mouvement des épouses » et les modèles philanthropiques du XIX^e siècle occidental. Ces convergences sont plus nettes encore dans les ateliers de RDA ou de Pologne ; les réseaux informels et de solidarité qui se révèlent nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise y rappellent nombre d'observations tirées des enquêtes ethnographiques effectuées dans des usines capitalistes. Et pourtant ce sont bien les spécificités de la société socialiste, qui frappent surtout celui qui étudie les entreprises de l'Est. Citons parmi d'autres : l'omniprésence du parti qui contrôle mais qui écoute, la valorisation du

travail manuel magnifié dans la figure de l'ouvrier stakhanoviste (S. Kott, F. Bafoil), les figures multiples et complexes du paternalisme des dirigeants. Ces discours, comme les pratiques sociales qui les ont accompagnés ont engendré un ensemble de « valeurs » et de règles, ont produit des attentes qui, bonnes ou mauvaises, ont été ignorées et méprisées par les entrepreneurs occidentaux. Nombre de difficultés des transformations actuelles s'expliquent tout simplement de cette manière (F. Bafoil).

Sandrine Kott